

**A PROPOS DE LA
LIBERATION DE NICE**

Jean-Louis PANICACCI

Dans ces mêmes colonnes, en avril 2006, nous avons dû rétablir certaines vérités tout en publiant des documents inédits¹ ; nous nous voyons contraint de faire de même aujourd'hui à l'issue d'une publication récente² concernant la libération contestée³ du chef-lieu des Alpes-Maritimes.

Il n'est pas agréable, pour quelqu'un qui a travaillé sept ans avec l'auteur incriminé au sein du Comité d'histoire de la 2^e guerre mondiale sous la direction du regretté Henri Michel, de devoir rédiger certains commentaires aussi critiques mais l'universitaire exigeant que nous sommes, par ailleurs correspondant de l'IHTP-CNRS, ne peut pas laisser passer sans réagir certaines insinuations, fussent-elles validées par la préface de Max Gallo⁴. Afin de démontrer notre souci pédagogique, nous publierons des extraits significatifs du compte rendu établi par le général Nickelmann, alors responsable de la Feldkommandantur 994 de Nice⁵.

Tout d'abord, compte tenu des déclarations faites au grand quotidien régional au moment de la commémoration des 61^e et 62^e anniversaires de la Libération, on reste sur sa faim car l'ouvrage est, en fait, la version résumée de la thèse de 3^e Cycle soutenue par Joseph Girard en 1973⁶, suivie par la reproduction d'un article publié dans ces colonnes en 1976⁷. Ceux qui s'attendaient à une étude argumentée sur la question sensible de l'utilité de l'insurrection du 28 août 1944 seront déçus car ils devront se contenter de maigres éléments puisés dans la préface, dans l'avertissement de l'auteur, dans les deux premiers chapitres (*La légende, Un point de vue différent*) limités à deux pages chacun comme dans la « quatrième de couverture ». Cela s'avère plutôt léger de la part de quelqu'un qui prétend revisiter un chantier historique et mettre un terme à une « légende ».

Avant d'entrer dans le vif du sujet, débarrassons-nous de quelques erreurs surprenantes de la part de quelqu'un qui a travaillé plusieurs années sur un tel sujet et dont le préfacier écrit p. 5 : « *Nul ne pourra contester la rigueur de son étude* » :

-/ p. 84, il est indiqué que le capitaine Lécuyer (commandant *Sapin*) est devenu chef départemental FFI le 4 août 1944 alors que la réunion qui l'a investi de cette fonction a eu lieu le 16 août à Valberg, après la libération à Digne du commandant Sorentzen, chef de la mission interalliée ;

-/ p. 99, il est fait allusion au déploiement de la 92^e Panzer division alors que l'ancienne unité de l'Afrika Korps reconstituée en Sardaigne au cours du second semestre de 1943 n'était autre que la 90^e Panzer grenadier, donc non pas une division blindée mais une division motorisée, qui a occupé les cols de Larche et de Tende après le 15 août 1944 et avancé jusqu'à Sospel et Turini, où elle bloqua la colonne FFI et procéda aux exécutions du 31 août ;

-/ p. 109, il est écrit que 23 résistants ont été fusillés à L'Ariane le 15 août 1944 alors qu'il n'y en a eu que 21⁸ (les deux derniers exécutés n'étant que des membres des GAPPF qui avaient « doublé » le chef de la Gestapo dans une affaire de vol de biens juifs, d'où la volonté de Nagel d'humilier les résistants en mêlant à leur martyre deux truands politisés) ; il est mentionné que 9 résistants ont été exécutés le même jour à l'hôtel Montfleury alors que les Gestapistes ont abattu dix détenus dans les caves de leur siège cannois, dont deux (Balesi et Neyndorff) ont survécu à leurs blessures soit 8 tués ; il est également indiqué que le 31 août, à Turini, les Allemands ont fusillé 13 résistants alors que la stèle du col ne porte que douze

¹ *A propos de Saint-Martin-Vésubie sous l'Occupation*, Recherches régionales, N° 182, p. 99-102.

² Joseph Girard, *La Résistance et la libération de Nice. La fin d'une légende ?*, Nice, Serre éditeur, 2006, 180 p.

³ Cf. *Nice-Matin* des 28 août 2005 et 2006.

⁴ Signalons que notre collègue Ralph Schor, sollicité pour la rédiger, déclina la proposition.

⁵ Consultable aux Archives du Musée de la Résistance azuréenne, dossier CI.

⁶ *La Résistance dans les Alpes-Maritimes*, Faculté des Lettres de Nice, 3 volumes, 372 p., 186 p., 88 p.

⁷ *Contribution à l'histoire de l'épuration dans les Alpes-Maritimes*, Recherches régionales, 1976, N°3, p. 1-30.

⁸ Cf. ONAC des Alpes-Maritimes, *Les fusillés de L'Ariane, 15 août 1944*, 2004, 8 p. et Robert Girod *Résistance. Les fusillés de L'Ariane. Champ d'honneur 15 août 1944*, Cannes, Artephix, 1994, 64 p.

noms, parmi lesquels on considère aujourd'hui que les huit bergers martyrisés ne méritent plus l'épithète « résistants » puisqu'ils se sont trouvés « au mauvais endroit au mauvais moment »⁹ ;

-/ p. 114, l'auteur écrit, à propos de la transmission de l'ordre d'insurrection, le soir du 27 août : « *On « oublia » de prévenir certains, comme les CFL* » alors que le responsable du FN, Pierre Brandon, avertit l'inspecteur du MLN Pierre Abraham dit colonel *Prevost* vers 19 heures et qu'ils rédigèrent un appel commun à la lutte pour le lendemain : « *Les représentants des CFL, MP, FTP de la ville de Nice, réunis le 27 août 1944, décident de porter à la connaissance de leurs troupes respectives, à la veille du combat sacré pour la libération, qu'elles ne doivent rivaliser que par l'ardeur dans la lutte contre l'ennemi, et combattre au coude à coude fraternel et loyal, dans un esprit purement patriotique* »¹⁰, qui fut diffusé auprès des groupes Parent, Léon, Ro, Albert, Monestier, ce qui leur permit de battre le rappel de leurs troupes pour le lendemain matin où elles opérèrent dans le Vieux-Nice, caserne Filley et place Garibaldi, ainsi que l'attestent plusieurs plaques commémoratives ; quelques lignes plus loin, il est indiqué qu'une bonne partie de l'effectif des insurgés était « *constituée par le maquis MOI de Peille* » alors que ce dernier, durement accroché par la garnison du Mont Agel, avait dû se replier vers le col de Braus le 21 août et qu'il ne réintègrera ses positions initiales que vers le 1^{er} septembre¹¹ ;

-/ p. 117 : il est mentionné : « *Hector Cendo, Chef de Division à la Préfecture, devint Maire de Nice* » alors qu'il s'agit évidemment de la direction de la municipalité provisoire sous la forme d'une Délégation spéciale ;

-/ p. 142, plus étonnant encore puisque nous avons signalé à Joseph Girard, après la publication de son article sur l'épuration, qu'il avait commis une confusion de lieu entre le col de Sestrière dominant Seyne les Alpes et le col de Sestrière situé sur la commune de Saint-Dalmas le Selvage, pour l'exécution sommaire de huit suspects de collaboration en juillet 1944, qui avait suscité une vive réaction de la part de l'ancien chef FFI de la Haute-Tinée, Jean-Marie Jougard, que nous avons rassuré en lui communiquant l'article du N° 51 du 23 septembre 1945 de *L'Ergot* : « *La hideuse besogne du commandant Lefaur : rançons, terrorisation, boucheries, détroussage de cadavres* », qui prouvait la confusion due au fait que le département des Basses-Alpes appartenait à la même légion de gendarmerie et que les rapports parvenaient à Nice sans concerner forcément les Alpes-Maritimes, si ce n'est par ricochet puisque le commandant Lefaur y fut nommé chef de la Sécurité militaire avant d'y être arrêté et jugé en 1945 pour les « bavures » commises dans le département voisin.

Abordons maintenant les sources bibliographiques. Elles sont non seulement limitées (onze titres) mais anciennes puisque aucune d'entre elles n'a moins de vingt ans et l'on peut s'étonner qu'un ouvrage publié par les Editions Serre ne cite pas la thèse de Pierre-Emmanuel Klingbeil soutenue à Nice en mai 2003 et imprimée par elles en avril 2005¹², fruit d'une recherche remarquable et exhaustive dans les archives allemandes, américaines et françaises : est-ce parce que c'était un de nos doctorants et que nous en avons rédigé la préface ? Certes, l'auteur de ces lignes est abondamment cité (14 fois sur 100 références)¹³ et il a enregistré avec satisfaction que son article sur la libération de Nice était « fouillé » (p. 12), mais si Joseph Girard n'essaie pas de travestir notre pensée, il oublie de citer certains passages

⁹ Cf. Alain Otho, « Été 1944, la libération de la Vésubie », *Pays Vésubien*, N°7, 2006, p. 202-275.

¹⁰ Jean-Louis Panicacci, « La libération de Nice (28 août 1944) : soulèvement patriotique ou journée révolutionnaire ? », *Provence historique*, fasc. 144, 1986, p. 219.

¹¹ Musée de la Résistance azuréenne, dossier « Documents, témoignages, recherches » N°15 *L'insurrection de Peille* et fonds Gambassi-commandant *Ludovic*, responsable militaire de la MOI en août 1944.

¹² *Le front oublié des Alpes-Maritimes (15 août 1944-2 mai 1945)*, Nice, Serre, 2005, 536 p.

¹³ « La libération de Nice », op. cit. ; « Le Comité départemental de libération des Alpes-Maritimes (1944-1947) », *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale*, N° 127, 1982 ; *Nice de l'occupation italienne à la fin de la guerre*, thèse de 3^e Cycle, Faculté des Lettres de Nice, 1970, 373 p.

significatifs quand ils n'apportent pas d'eau à son moulin, nous y reviendrons. Il est, encore une fois, surprenant qu'un livre publié chez Serre ne cite pas l'ouvrage *La Résistance azurée*¹⁴ au sein duquel nous avons commis le chapitre « L'insurrection niçoise » (p. 129-144) et où Joseph Girard avait rédigé la plus longue contribution « Les FFI et la libération du département » (p. 103-128). Par ailleurs, le débarquement de Provence et ses suites ont été abordés à deux reprises par le colonel Gaujac¹⁵, ainsi que par un colloque international tenu à Fréjus en 1994¹⁶, sans compter deux ouvrages fondamentaux pour apprécier le comportement des militaires américains, celui d'Arthur Layton Funk¹⁷ et le gros volume publié par l'ONAC des Alpes-Maritimes¹⁸, comprenant, outre l'étude fouillée de Robert Ross Smith¹⁹, les journaux de marche de la First Air Borne Task Force et de la First Special Service Force. On ne saurait publier de façon crédible sans renouveler ses sources, d'autant plus que bien des acteurs, américains comme allemands, voire français ont publié entre-temps leurs mémoires²⁰, apportant leur contribution, fut-elle modeste, à la recherche de la vérité.

Un mot ensuite sur la photo de couverture, montrant deux résistants allongés sur le toit des Docks de la Riviera dominant la place Gambetta (aujourd'hui De Gaulle) avec le commentaire suivant : « *Cette photo n'est pas un document authentique. Les « résistants » juchés sur le toit sont deux figurants. La photo a été prise dans les premiers jours de septembre. On s'avisa après coup que le reportage photographique sur les événements du 28 août pêchait (sic) par insuffisance ; l'idée vint de confectionner quelques clichés supplémentaires. Ces photos, mêlées à d'autres, authentiques, furent complétées d'une légende en français et en anglais, et constituèrent un carnet vendu dans divers magasins* » (p.7). Ce n'est pas parce que cette photo, souvent publiée dans la presse locale à l'occasion des commémorations²¹, a été prise quelques jours après l'événement que cela apporte un « plus » à la démonstration de l'inutilité de l'insurrection. Elle correspond à une reconstitution d'une situation de guérilla urbaine effective le 28 août dans ce quartier où ont eu lieu les principaux accrochages avec les troupes allemandes et, si elle n'est pas authentique, elle est vraisemblable : il n'y avait pas CNN pour couvrir l'événement ! Signalons que la plupart des images photographiques et cinématographiques de la prise des casemates allemandes des Îles d'Hyères le 15 août 1944 comme celles des combats de L'Authion en avril 1945 ont été prises a posteriori, quelquefois un mois après sans que cela ne remette en cause les opérations qui ont été effectives ; il n'y a donc pas eu de volonté de trucage ou de désinformation mais de complètement d'une documentation forcément lacunaire puisque la plupart des documents iconographiques disponibles datent des 29 et 30 août.

Arrivons-en au soi-disant document qui détruirait la « légende », à savoir un interrogatoire mené par des officiers américains du service historique de l'US Army, le 10 août 1946 dans un camp de prisonniers de guerre à Rimini, du général Fretter Pico, ancien commandant de la 148^e Ersatz division ayant stationné dans les Alpes-Maritimes du 15 octobre 1943 au 6 septembre 1944 : « *Vers le 22 août, la division reçut un message radio nous informant qu'elle devrait procéder à un décrochage accéléré, avec armes et bagages, sur le front des Alpes occidentales* », information qui est suivie du commentaire suivant : « *Il*

¹⁴ Jean-Louis Panicacci (sous la direction de), Nice, Serre, 1994, 257 p., Prix des Traditions niçoises 2005.

¹⁵ *La bataille de Provence 1943-1944*, Paris, Lavauzelle, 1984 ; *La guerre en Provence 1944-1945*, Presses universitaires de Lyon, 1998.

¹⁶ *La libération de la Provence, les armées de la liberté*, Paris, SIRPA, 1994.

¹⁷ *Hidden Ally, the French Resistance, special operations and the landings in Southern France, 1944*, Corenwood Press, New York-London, 1992, 332 p.

¹⁸ *L'ultime et décisif assaut pour libérer le territoire français*, Nice, 1995, 433 p.

¹⁹ *The franco-italian border : protecting the southeast flank*, p. 243-270.

²⁰ P.-E. Klingbeil en cite une dizaine, publiés entre 1969 et 1998, dans sa remarquable bibliographie.

²¹ Signalons qu'elle ne figure ni dans *Les Alpes-Maritimes de 1939 à 1945, un département dans la tourmente*, Nice, Serre, 1989, 1^e édition ni dans *La Résistance azurée*, qui constituent des ouvrages de référence.

n'y avait donc aucune nécessité militaire à provoquer un soulèvement pour chasser l'occupant (...) Sa motivation était essentiellement politique. Le parti communiste avait pour objectif principal la prise en main des leviers de commande (Préfecture, Mairie, PTT, Hôtel de Police) à la libération. Cette prise en main devait se faire par l'intermédiaire des organisations de résistance qu'il contrôlait (FN, CGT, FTP, UFF) » (p. 14). Cette information ne constitue en rien un « scoop » puisque les mémoires du maréchal Kesselring²² l'évoquaient déjà il y a un demi-siècle et que le mouvement de repli vers l'Est, entamé à partir du 23 août, était connu de tous, aussi bien des « terroristes » que des historiens ayant publié depuis la Libération. En revanche, le lien qui est fait entre le repli allemand et l'inutilité de l'insurrection n'est pas pertinent et ce pour plusieurs raisons que Joseph Girard n'aborde pas ou n'approfondit pas. Premièrement, il n'insiste pas sur les consignes strictes données par le général Patch au général Frederick, commandant les parachutistes de la First Air Borne Task Force, à savoir ne pas dépasser la vallée de la Siagne²³, puis du Loup²⁴, enfin du Var²⁵, sa mission étant essentiellement une opération de flanquement droit de la zone de débarquement et non pas de libération du département des Alpes-Maritimes, encore moins de la Ligurie occidentale, opération qui relève du IV^e Corps d'Armée américain alors stationné à la frontière de la Toscane et de la Ligurie. Ces consignes étaient connues depuis le 24 août par la mission effectuée par Jean Orbello auprès des membres du CDL²⁶ et confirmées le 26 août par le chef adjoint du Mouvement Combat Georges Renevey, de retour de Grasse après avoir siégé au CDL après le débarquement. Or, il était vital pour le chef-lieu des Alpes-Maritimes de ne pas se retrouver sinon dans un « no man's land », du moins en première ligne, victime de tirs d'artillerie entre les deux belligérants, les uns installés sur les hauteurs de Saint-Laurent du Var et les autres au col de Villefranche et à l'Observatoire, situation dramatique que connaîtra Menton du 9 septembre 1944 au 25 avril 1945²⁷ ! Joseph Girard raisonne comme si les Américains avaient décidé de poursuivre les Allemands jusqu'à la frontière italienne²⁸, ce qu'ils n'ont fait qu'après le 30 août, après de longues tractations entre les généraux Frederick et Patch, où les considérations militaires ont toujours été secondaires, derrière les considérations humanitaires et, surtout, politiques que Pierre-Emmanuel Klingbeil a bien mises en évidence en s'appuyant sur les sources américaines consultées à Washington : « A l'aube du 28 août, alors qu'éclatait l'insurrection à Nice contre les Allemands, conformément aux ordres du 25 août, les Américains ne traversèrent pas le Var (...) Le soir du 28 août, alors que les dernières unités allemandes quittaient la ville, Frederick reçut un nouvel ordre d'opération de Patch lui interdisant de traverser le Var et même d'envoyer des patrouilles de reconnaissance à Nice (...) Le général Frederick était inquiet de l'action de la Résistance en majorité communiste pour libérer la ville de Nice (...) Frederick craignait la prise de contrôle de la ville par les communistes et en surestima les conséquences : une mise en coupe réglée, la crainte de débordement et d'émeutes dans la ville »²⁹.

Deuxièmement, Joseph Girard nie la préoccupation d'éviter des destructions en indiquant que la négociation entamée entre la Chambre de Commerce et les autorités allemandes a capoté en raison de l'intransigeance du Comité insurrectionnel (« L'accord n'aboutit pas : au souhait allemand de retraiter sans incidents s'opposa la volonté du Comité insurrectionnel d'en « découdre » à tout prix », p. 113) alors qu'à Cannes une négociation

²² *Soldat jusqu'au dernier jour*, Paris, Lavauzelle, 1956.

²³ P.-E. Klingbeil, op. cit., p. 19, ordre du 19 août.

²⁴ Idem, p. 20, ordre du 23 août.

²⁵ Idem, p. 21, ordre du 25 août.

²⁶ Ce militant communiste antibois en avait fait partie jusqu'en juin 1944.

²⁷ Jean-Louis Panicacci, *Menton dans la tourmente*, SAHM, 3^e édition revue et augmentée, 2004, 336 p.

²⁸ L'épisode du 27 août à Levens ne fut qu'une initiative personnelle d'un commandant de compagnie du 517^e bataillon, sollicité par le commandant FFI Malherbe, à l'insu du général Frederick.

²⁹ *Op. cit.*, p 33-34.

entre le colonel Schneider et le chef de la Résistance locale avait permis le retrait de la Wehrmacht sans combat. Ce que l'auteur ne dit pas, c'est que le colonel Schneider, à peine arrivé à Nice, fut arrêté pour avoir mal fait sauter le port de Cannes, traduit devant une cour martiale et fusillé dans les caves de l'hôtel Suisse le 27 août, de façon à faire réfléchir le Hafenkommendant Forster et son adjoint Amfaldern, qui avaient été mêlés à la négociation avec la Chambre de Commerce entamée le 23 août à l'initiative de celle-ci afin de préserver le port de Nice contre la promesse de dédommagements conséquents (deux ou trois millions de francs). L'une des raisons du soulèvement réside justement dans la volonté d'éviter que l'Occupant ne profite d'une certaine passivité pour accomplir des destructions retardatrices, comme il le fit le 24 août à Cannes-La Bocca (sabotage des machines-outils des Aciéries du Nord et de la SNCASO) et à Antibes (dynamitage de la base d'hydravions), d'où l'utilité d'occuper depuis le 25 août les dépôts SNCF Saint-Roch et TNL Sainte-Agathe, les Etablissements Michel, l'Usine à Gaz, le central téléphonique, les imprimeries des quotidiens puis, le matin du 28 août, la Préfecture, l'Hôtel de Ville et l'Intendance de Police.

Troisièmement, l'auteur ne dit rien (peut-être l'ignore-t-il ?) du refus opposé par les généraux Nickelmann et Fretter Pico à la déclaration de « ville ouverte » proposée par le Directeur de Cabinet du Préfet le 17 août, puis par le Secrétaire général faisant fonction de Préfet le 18 août que nous pouvons apprécier en consultant le compte rendu du Feldkommendant : « A 22H15, Ravard arrive à la Feldkommendantur (...) Il voudrait obtenir des autorités allemandes que Nice soit déclarée ville ouverte (...) Nous lui avons fait savoir qu'une telle demande ne pouvait venir que de la part de Lauvel. La réponse à un message d'information du général Fretter Pico est la suivante : « Pour des raisons militaires, la ville de Nice ne sera jamais déclarée ville ouverte » (...) Vers 3 heures du matin, Lauvel et Ravard se sont présentés chez moi avec une note officielle pour demander que la ville de Nice soit déclarée ville ouverte. J'ai transmis cette demande au général Fretter Pico. La réponse arrive dans le courant de l'après-midi et j'ai transmis ce jour à Ravard, à 18H15, le texte suivant : « Je vous informe de la décision prise par les commandants militaires compétents : la déclaration d'une ville ouverte dans un front solide n'est pas possible. Je ne peux donc pas, Monsieur le Préfet, exaucer votre désir bien compréhensible ».

Quatrièmement, si le repli sur des positions de défense plus favorables (L'Authion-Turini-col de Braus-Mont Agel-La Turbie) fut envisagé depuis le 19 août (date du passage de la 148^e Ersatz division sous l'autorité du maréchal Kesselring, concrétisée par la visite effectuée par le général Dostler, commandant le LXXVe corps d'armée en Ligurie, le 21 août puis par l'envoi des bagages de la Feldkommendantur à Menton le lendemain), il n'y eut pas de retraite éperdue dans la mesure où les parachutistes américains n'étaient pas en état de mener une poursuite en règle (si bien que les destructions envisagées intervinrent sans problèmes comme pour les viaducs de la voie ferrée Nice-Meyrargues sur le territoire du Bar et de Tourettes sur Loup), on assista même à un regroupement du 8^e Grenadier Rgt autour de Nice et à des contre-attaques efficaces à Peille (19-21 août) et à Levens (23-27 août), tandis que le Feldkommendant décida de rester dans le chef-lieu afin de faire face à l'insurrection qui se préparait : « 23 août à 17H : le docteur Keil (responsable de la Gestapo) nous informe que 5000 à 7000 hommes des mouvements de résistance préparent des troubles à Nice avec le concours de la police française (...) 20H30 : en cas de troubles, l'armée tirera immédiatement avec trois batteries lourdes sur tout mouvement insurrectionnel (...) 24 août à 18H : la Feldkommendantur restera à Nice afin de pallier tout mouvement insurrectionnel ». Il va de soi qu'en constatant l'inertie des Américains, le repli des unités de la 148^e Ersatz division n'aurait pas été aussi rapide, voire effectif, qu'avec le soulèvement du chef-lieu, qui a impliqué la division américaine dans la libération de l'arrondissement de Nice (Menton le 6 septembre, Saint-Martin-Vésubie et Saint-Sauveur-sur-Tinée le 9, Moulinet et Sospel le 28 octobre après de très durs affrontements autour du col de Braus).

Cinquièmement, l'auteur laisse entendre p. 114 que, le jour de l'insurrection « *les Allemands, venant du boulevard de Cessole, par le boulevard Joseph Garnier, la place Gambetta, l'avenue Malausséna, l'avenue de la Victoire, retraits vers l'Est* » alors que les insurgés n'ont accroché que des véhicules isolés descendant des cantonnements de Gairaut vers le centre-ville car s'il y avait eu volonté de retraiter, l'itinéraire suivi aurait évité le centre-ville mais plutôt emprunté Falicon, Saint-André et la Trinité ou, dans l'hypothèse de l'itinéraire le plus risqué, l'Occupant aurait constitué une colonne puissamment armée comme il le fit le soir depuis la Feldkommandantur située boulevard Victor Hugo jusqu'au boulevard Carnot³⁰ puis, à 23 heures, de Gairaut à la Grande corniche sans qu'il n'y eût de victimes. Il est paradoxal de constater que les troupes retraitant vraiment, à savoir les débris du 239^e régiment de grenadiers provenant de la rive droite du Var et empruntant la route de Grenoble, la route de Marseille et la Californie n'ont pas été accrochées le long de leur parcours jusqu'à la place Masséna, ce qui n'a pas empêché leur commandant, le lieutenant-colonel Niedlich, de périr dans une embuscade dans le quartier Raimbaldi alors qu'il circulait en voiture isolée, tandis que le capitaine Burkhardt, commandant le 1^{er} bataillon, essayait de « nettoyer » la place Masséna et d'occuper la Préfecture et l'Hôtel de Ville.

Avant d'aborder les questions les plus polémiques, rappelons que le CDL avait dans ses attributions la préparation de l'insurrection (cela n'a pas été une spécificité niçoise) mais que son premier président Alex Roubert-*Hyacinthe*, partisan de l'attentisme et d'une transition douce, reporta son étude à plusieurs reprises avant son départ pour Valberg le 14 août, davantage motivé par la défense de son « protégé » André Melin-*Chatel*, chef départemental FFI menacé par la coalition ORA (commandant *Sapin*) - FTP (commandant *Job*) que par des nécessités protocolaires. Indiquons ensuite que le différend entre le PCF et la SFIO d'une part, le FN et le MLN d'autre part, n'a pas été particulier aux Alpes-Maritimes mais qu'il a concerné l'ensemble régional provençal³¹, avec de vives tensions du printemps à l'été 1944, sans que cela ne nuise aux soulèvements de Marseille et de Toulon ni n'alimente des polémiques stériles sur le long terme. Ensuite, pourquoi vouloir à tout prix fustiger le soulèvement niçois alors que l'on ne condamne pas les insurrections parisiennes, marseillaises et toulonnaises, déclenchées au cours de la semaine précédente dans les mêmes conditions, à savoir l'approche des troupes alliées, la nécessité d'éviter des destructions préventives et d'installer dans les préfectures et les mairies les représentants du pouvoir clandestin avant l'arrivée des troupes anglo-américaines, comme cela avait été décidé et par le GPRF et par le CNR ? Doit-on rappeler la phrase radiodiffusée du général de Gaulle indiquant que « *la libération nationale était inséparable de l'insurrection nationale* » ? Cela justifie-t-il que l'auteur écrive, p. 128 : « *On peut s'interroger : 27 morts et 280 blessés, n'est-ce pas cher payer pour s'emparer des leviers de commande ?* », laissant entendre que la seule motivation du soulèvement fut politique, alors que si la question du pouvoir à la Libération ne fut pas absente du débat (comme dans toutes les communes insurgées, Paris la première), elle se justifia par la volonté de présenter au « libérateur » un pouvoir « légitime » invalidant ses projets d'AMGOT³². Ensuite, cette présentation est malhonnête car elle ne tient pas compte du fait que ceux « qui sont descendus dans la rue le 28 août » ne l'ont pas fait pour obéir aux consignes du PCF (une douzaine de martyrs sont issus des rangs des CFL et du Mouvement

³⁰ Compte rendu du général Nickelmann : « *Il est formé une colonne de 7 camions et 14 voitures ; sur chaque camion est monté une mitrailleuse, en outre par camion les militaires disposent de 15 mitraillettes et de 80 fusils ; la colonne s'ébranle et subit les premiers tirs provenant de la caserne de police ; nous ripostons avec toutes nos armes et tirons sur toutes les fenêtres des maisons bordant la rue. Grâce à la puissance de ses armes, la colonne parvient à gagner la sortie de la ville sans avoir de pertes* ».

³¹ Philippe Buton – Jean-Marie Guillon (sous la direction de), *Le pouvoir en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994, (contributions de Robert Mencherini, Christian Oppetit et Jacky Rabatel sur les Bouches-du-Rhône) ; Jean-Marie Guillon, *Le Var, la guerre, la Résistance*, Toulon, CDDP du Var, 1994, p. 24-26 et 39.

³² Administration militaire alliée des territoires libérés, comme en Italie.

Combat³³), à l'instar des Gardiens de la Paix ralliés au mouvement dans le courant de la matinée³⁴, voire de gens qui n'avaient rien à voir avec la Résistance mais qui ont jugé bon de manifester, ce jour-là, leur patriotisme³⁵. N'oublions pas que le désir de venger les pendus de l'avenue de la Victoire et les martyrs de L'Ariane transcendait les clivages politiques ; il faut aussi prendre en compte la dimension psychologique en histoire. De plus, ceux qui ont pris les armes étaient des « combattants sans uniforme », des volontaires et personne n'a reproché, le lendemain, à tel ou tel de n'avoir pas été présent. On avait fait tuer, durant la Grande guerre, des dizaines de milliers d'hommes pour quelques hectares sans importance stratégique et ce n'est pas la trentaine de victimes³⁶ du 28 août qui doit être perçue comme une tache, mais plutôt comme une preuve de courage, de dignité et de civisme.

Dans son souci de démontrer l'emprise du PCF, l'auteur écrit, page 120 : « *Pour poursuivre la démonstration de l'influence prise par le Parti communiste, nous nous sommes livrés à une étude portant sur la composition des Comités locaux de Libération de 26 communes de l'arrondissement de Grasse, dont celles, importantes, de Cannes et Grasse ; sur un total de 198 membres, 144 sont soit communistes soit relèvent d'un Mouvement apparenté au Parti* ». Ces chiffres sont exacts et correspondent à 73%, mais si l'on considère la totalité des CLL de l'arrondissement de Grasse, sur un total de 558 membres, on n'obtient plus que 61% (344 membres du PCF, de la CGT, du FN, de l'UP, de l'UFF et des FUJP) et si l'on s'intéresse à la totalité des CLL des Alpes-Maritimes, on n'obtient plus que 57% des 1314 membres³⁷, en sachant que si la plupart des représentants de la CGT, de l'Union paysanne et des FUJP étaient des militants communistes, il n'en était pas de même pour les représentants du FN³⁸ (notamment dans les villages), voire des Femmes de France³⁹. Si le PCF souhaitait tant s'emparer du pouvoir local, pourquoi aurait-il fait nommer deux non communistes à la Préfecture (François Sattegna, de surcroît un ancien cadre du PPF et un « poulain » de Jean Médecin) et à l'Hôtel de Ville (Hector Cendo, certes cadre du FN mais ancien de Libération-Sud) ? De plus, l'Hôtel de Ville était occupé par le groupe *Lenoir*, récemment affilié au FN mais comprenant une majorité de policiers et dirigé par le socialisant André Verdy, très anticommuniste⁴⁰. Quant au limogeage du préfet nommé par le CNR, Maurice Moyon, il résulta d'un « tour de table » éloquent, le 2 septembre, en présence du Commissaire régional de la République⁴¹ et déboucha sur la nomination du radical-socialiste Paul Escande⁴².

³³ Malgré les consignes d'abstention de leurs chefs, Georges Bogniot et René Barralis moururent place Gambetta et boulevard de Cessole.

³⁴ Ce qui a valu au Corps urbain de Nice de recevoir la Médaille de la Résistance et de porter la fourragère à ses couleurs.

³⁵ Travaillant pour l'enquête sur la Collaboration menée par le Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale, nous avons été frappés, en 1978, par la découverte de deux membres du SOL, acquittés par la Chambre civique en 1945 pour avoir pris les armes contre l'Occupant et avoir été blessés le 28 août, ce qui montrait que, même pour des partisans convaincus du maréchalisme, la composante patriotique germanophobe pouvait l'emporter sur la composante antirépublicaine.

³⁶ Le martyrologe définitif, incluant les mortellement blessés décédés jusqu'en 1947, est de 31, alors qu'il se monte à une centaine à Marseille et près de sept cents dans la capitale. Parmi les 280 blessés, il y a aussi des habitants touchés dans leurs logements par les bombardements et mitraillages allemands.

³⁷ Jean-Louis Panicacci, *Le(s) pouvoir(s) dans les Alpes-Maritimes à la Libération*, IHTP-CNRS, 1986, p. 27 et 110-113 (ouvrage consultable aux Archives départementales). Le décompte par tendances est le suivant : 218 FN, 172 Personnalités, 154 PCF, 114 FF, 113 FUJP, 96 MLN, 89 UP, 86 SFIO, 71 CGT, 58 Combat, 50 sans étiquette, 31 MNRPGD, 20 radicaux-socialistes.

³⁸ L'exemple le plus notoire étant notre collègue André Compan qui fut l'un des responsables de la section de Beaulieu et dont tous ceux qui le connaissent bien ne peuvent le suspecter d'avoir été un « sous-marin » du PCF.

³⁹ Leur animatrice à la Libération et représentante au CDL n'était autre qu'Edith Bergondi, fervente catholique et veuve du médecin cantonal de Saint-Martin-Vésubie.

⁴⁰ Comme il le prouvera dans les colonnes de *L'Ergot* et par sa candidature contre Virgile Barel en avril 1945.

⁴¹ ADAM, 162 W 5, procès-verbaux du CDL ; témoignages de Raymond Aubrac (20 octobre 1984) et de Paul Escande (13 février 1985) ; conférence de Paul Escande à Nice le 20 mars 1996 (« Les nouveaux pouvoirs »).

Nous avons trouvé qu'une assertion était déplaisante de la part d'un auteur qui dit « *se garder de toute idéologie et veiller à ce que ses sentiments personnels n'apparaissent point dans la relation des faits* » (p. 9) : « *le 28 août, environ 400 à 500 résistants luttèrent dans les rues. Le lendemain, Nice en comptait 10.000* » (p.63) ; les photos et images cinématographiques datant du 29 août ne donnent pas cette impression qui relève du « cliché » mais montrent une forte mobilisation populaire acclamant les unités FFI défilant avenue de la Victoire, place Masséna et avenue Félix Faure, porteuses ou pas du brassard frappé de la Croix de Lorraine, ayant participé aux combats de la veille ou à ceux de Levens. Le fichier départemental des CVR, que Joseph Girard connaît bien, n'a pas connu une inflation liée à ces événements.

Quant au « *légendaire nécessaire* » dont parle Max Gallo, signalons que le FN fit imprimer, en octobre, une affiche « *Le Front national libérateur de Nice* »⁴³ puis mit en vente, le 7 décembre 1944, 25000 timbres « Pétain » et « Mercure » surchargés « *R.F. Nice 28 août 1944. Front National* »⁴⁴, ce qui constitue une opération classique de récupération et de reconstruction mémorielle, puisque les FTP obéissaient davantage au PCF qu'au FN⁴⁵.

Enfin, en ce qui concerne la commémoration des martyrs de la Résistance, à laquelle il est fait allusion p. 130, Joseph Girard écrit notamment : « *Ne pourrait-on profiter de la célébration de la libération le 28 août, pour une vaste remémoration englobant ceux qui sont morts ce jour-là, parce qu'ils ont cru mourir pour leur cité, et tous les autres, morts pendant les années noires ?* », prouvant sa complète méconnaissance de la commémoration⁴⁶ puisque c'est ce qui se fait depuis des décennies, le cortège officiel, avant de se recueillir au monument aux morts de Rauba Capeù, marquant des arrêts suivis de dépôt de gerbes devant les stèles des martyrs de la Résistance de l'Hôtel de Ville (17 noms), du square Alsace-Lorraine (18 noms), du boulevard René Cassin (11 noms) et la pyramide du Carrefour du 28 août⁴⁷ qui porte sur ses quatre faces 10 noms de tués lors de l'insurrection, 3 noms de martyrs de la Déportation, 8 noms de maquisards tués au combat et 6 noms de fusillés !

En conclusion, comment peut-on être convaincu par une telle tentative de « *re-vision de l'histoire* »⁴⁸ (p. 9) si l'on fait preuve d'objectivité et d'analyse sereine de tous les éléments du dossier ? L'auteur en est conscient puisqu'il écrit, p. 9 : « *Notre point de vue va heurter beaucoup de Niçois* »⁴⁹. Regrettons qu'un historien de formation comme Max Gallo, qui a été notre professeur à l'université, ait cautionné une telle œuvre, avec des formules du type « *la démonstration de Joseph Girard est irrécusable* » et « *l'intérêt du travail historique probe de Joseph Girard est grand* »⁵⁰.

⁴² Maire et conseiller général de Fumel sous les IV^e et V^e Républiques.

⁴³ Consultable au Musée de la Résistance nationale de Champigny sur Marne.

⁴⁴ Consultables au Musée de la Résistance azurienne, fonds Documents philatéliques.

⁴⁵ N'est-il pas significatif de constater son absence au sein du Comité insurrectionnel ?

⁴⁶ Il est vrai que, depuis 1996 que nous présidons l'association azurienne des Amis du musée de la Résistance, nous n'avons jamais rencontré Joseph Girard à l'une des trois commémorations principales auxquelles il fait allusion : 7 juillet (pendaison de Torrin et Grassi), 15 août (fusillés de L'Ariane) et 28 août (libération de Nice).

⁴⁷ Jean-Louis Panicacci, *Les lieux de mémoire de la Deuxième guerre mondiale dans les Alpes-Maritimes*, Nice, Serre, 1997, p. 27-28.

⁴⁸ Certains, parmi lesquels nous ne nous situons pas, ne pourront sans doute s'empêcher de penser « révisionnisme » malgré les hommages appuyés rendus aux résistants et aux martyrs de la Résistance.

⁴⁹ Ce qui a été attesté par la « levée de boucliers » consécutive à ses déclarations publiées dans *Nice-Matin* le 28 août 2005, notamment « *morts pour la gloire du parti communiste* ».

⁵⁰ Le signataire de ces lignes, contrairement au préfacier et à l'auteur de l'ouvrage incriminé, n'a jamais appartenu au parti critiqué, voire diabolisé et il estime donc pouvoir écrire sereinement, sans avoir à défendre un quelconque « esprit de boutique », seulement animé par la défense de la vérité, qui n'est pas toujours bonne à dire ou à révéler dans le microcosme résistant (où il demeure parfois des sujets « tabous ») comme dans le grand public friand de « rumeurs » et de « scoops ».

